



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité - Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° DLM2018-109 - Séance du 11 décembre 2018**

#### ACTES

##### 9. Autres domaines de compétences

##### 9.4 Voeux et motions

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
28	22	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2018, le 11 décembre à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 05 décembre 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 05 décembre 2018.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, VIDAL Stéphane, MICHEL Yves.

**Pouvoirs de :** DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc.

**Absents :** PERRIER Thierry, PEETERS Fabien, SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna.

**Secrétaire de séance :** Ludovic DUCAMP

## N° DLM2018-109 – MOTION DE SOUTIEN AUX SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE

Monsieur Christophe KASZUBA, Adjoint au Maire délégué à la sécurité et à la prévention rapporte que par un arrêt du 21 février 2018 la Cour de Justice Européenne a jugé qu'un sapeur-pompier volontaire doit être considéré comme un travailleur et devait de ce fait, être soumis à la Directive Européenne sur le Temps de Travail dite DETT.

Cette affirmation remet en question le statut spécifique des sapeurs-pompiers volontaires, qui représentent plus de la moitié des effectifs des sapeurs-pompiers français, en les assimilant à des travailleurs professionnels à temps partiel ce qui conduirait à diminuer considérablement leur volume horaire et mettrait en péril notre modèle de sécurité civile française.

La Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers Volontaires demande au Gouvernement de négocier avec l'Union Européenne à l'échéance 2019 une directive spécifique aux forces de sécurité nationale permettant de conserver le volontariat des sapeurs-pompiers comme modèle altruiste et généreux.

C'est pourquoi il est proposé au Conseil Municipal d'adopter la motion de soutien suivante :

Chaque jour sur le territoire national, les Sapeurs-Pompiers de France interviennent toutes les 7 secondes au plus vite que tout acteur dans l'urgence que ce soit dans les métropoles, dans les villes et villages et dans nos campagnes.

Chaque jour, ils sont près de 40.000 à être mobilisés, prêt à intervenir à l'appel du bip ou de l'alerte pour porter secours en risquant leur vie pour sauver des vies.

Nous avons un système de sécurité civile des plus performant du monde, qui associe à la fois des **sapeurs-pompiers professionnels**, des **sapeurs-pompiers volontaires** et des experts, avec le plus grand maillage territorial de secours qui apportent une réponse urgente sur l'ensemble du territoire dans un délai moyen de 13 minutes environ.

Au quotidien comme en cas de crise, les missions effectuées par nos sapeurs-pompiers sont larges, intervenant par tout temps et à toute heure pour des malaises, des accidents, des incendies, des catastrophes industrielles et naturelles, ou encore sur les inondations et l'été sur les feux de forêt ou encore lors des attentats.

Depuis plusieurs années, l'augmentation des interventions et la sollicitation croissante font que nos sapeurs-pompiers dans tous les départements et communes de France sont : toujours présents, toujours partants et toujours proches, mais surtout toujours là quand il faut.

### CONSIDÉRANT

L'inquiétude de nos sapeurs-pompiers qui interpellent régulièrement les élus, particulièrement les sapeurs-pompiers volontaires qui craignent de ne pouvoir poursuivre leur mission en cas de transposition de la DETT.

La fragilité du système et le **rapport sur la mission volontariat** que devait porter le gouvernement avec ses 43 propositions et qui ne s'est pas traduit par des actes concrets.

Le manque des moyens financiers pour recruter des sapeurs-pompiers en nombre qui serait la conséquence directe de cette transposition de la DETT, ce qui conduirait à abaissement du niveau de sécurité des populations et générerait de graves dysfonctionnements dans la distribution des secours.

Notre devoir de défendre ce service public qui a fait ses preuves depuis des décennies et qui demeure **les piliers de la sécurité civile de notre République**.

## LE CONSEIL MUNICIPAL DEMANDE

Au Président de la République qu'à l'instar des dispositions prises pour les forces de sécurité intérieure (gendarmes et militaires) le 18 octobre 2017 à l'Elysée, il exprime la même position pour les sapeurs-pompiers de France.

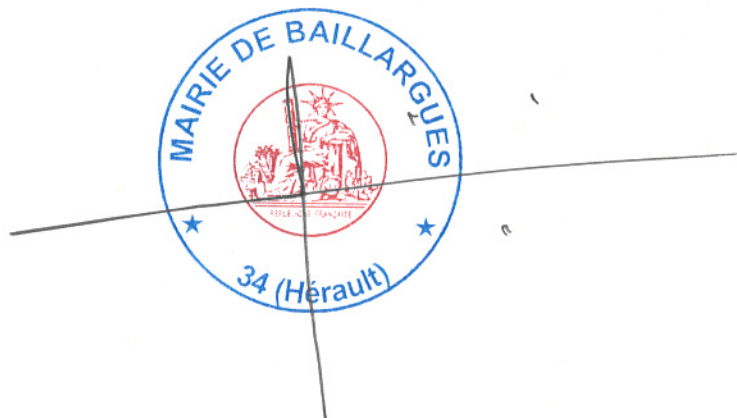
En effet, cette hypothétique reconnaissance de travail aura des conséquences sur l'engagement citoyen que représente celui de sapeurs-pompiers volontaires qui ne doivent pas être concernés par la DETT afin qu'ils puissent continuer à assurer leur mission de secours, de lutte contre les incendies et de protection des biens et des personnes.

L'engagement du Ministre de l'intérieur contre la transposition en droit français de la directive sur le temps de travail (DETT) qui conduirait à plafonner de manière cumulée le travail du salarié et son activité de sapeur-pompier volontaire à 48 heures par semaine, ces volontaires ne se reconnaissant pas comme des travailleurs et ne s'engageant pas pour une telle reconnaissance mais bien pour sauver des vies.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Christophe KASZUBA et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ADOpte** la motion de soutien aux Sapeurs-Pompiers de France.

Pour extrait conforme,  
Le 12 décembre 2018,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le |
- de sa publication le |

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.